

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ARTHABASKA

N°: 415-04-001923-053

DATE : 20 janvier 2006

SOUS LA PRÉSIDENTE DE : L'HONORABLE MICHEL RICHARD, J.C.S.

J... T...
Demanderesse
c.
L... P...
-et-
É... G...
Défendeurs

JUGEMENT

[1] Il s'agit d'une requête formulée par la demanderesse à titre de grand-maman pour avoir des droits d'accès à l'enfant des défendeurs, leur petit-fils, maintenant âgé de 14 ans.

LES FAITS

[2] Jusqu'à tout récemment, la demanderesse et son conjoint, les grands-parents de l'enfant D..., ont régulièrement gardé leur petit-fils et même dépanné les défendeurs en maintes occasions.

[3] Ils ont d'ailleurs pu, avec leur petit-fils, faire des voyages durant leurs vacances et le recevoir durant l'été de même que durant la période des Fêtes.

[4] Cette situation a eu cours jusqu'au mois de juin 2005.

[5] Puis, sans que les grands-parents ne sachent trop pourquoi, il fut interdit à l'enfant de fréquenter ses grands-parents ou du moins à ne pas favoriser tels contacts.

[6] C'est alors que des procédures ont été instituées par la demanderesse pour se faire confirmer des droits d'accès qu'elle demande.

[7] Avec l'accord des parties, le Tribunal a rencontré l'enfant en présence de son procureur et hors la présence des parties, pour connaître son point de vue. D'ailleurs, l'enfant a lui-même manifesté l'intention de rencontrer le Tribunal.

[8] De l'ensemble de la preuve, le Tribunal retient que les relations de l'enfant avec son père sont tendues en raison du comportement de la nouvelle conjointe de son père.

[9] Il est également ressorti que l'enfant D... qui vit chez sa mère, entretient avec cette dernière une relation de confiance qui est quelque peu perturbée par le comportement du conjoint de sa mère, ce que le Tribunal n'a pas manqué de souligner à la défenderesse.

[10] La défenderesse explique qu'elle n'a pas donné suite à la requête de la grand-maman pour le motif qu'elle trouvait que son fils rencontrait ses grands-parents paternels trop souvent, alors qu'il ne fréquente pas ses grands-parents maternels ou, du moins, beaucoup moins. Elle plaide que les visites de son fils à ses grands-parents peuvent, à l'occasion, perturber ses activités avec son fils.

[11] Elle invoque aussi que le fait que son enfant soit moins présent chez elle l'empêchait de lui transmettre des valeurs de responsabilité qu'elle essaie de lui inculquer.

[12] Enfin, comme la demanderesse est plus à l'aise financièrement, elle craint que son enfant ne soit contaminé par la facilité que procure l'argent dont dispose la demanderesse.

[13] Le Tribunal ne retient pas les appréhensions de la défenderesse comme étant des motifs graves pour faire obstacle aux relations personnelles de l'enfant avec ses grands-parents, comme le stipule l'article 611 du *Code civil du Québec*.

[14] La défenderesse reconnaît qu'elle n'a pas de motif grave pour s'opposer à ce que son enfant fréquente ses grands-parents. Elle reconnaît même que cette relation entre son fils et ses grands-parents sont profitables à son enfant.

ANALYSE

[15] C'est à la lumière des articles 33 et 611 C.c.Q. que doit être analysée la requête soumise :

Art. 33 Les décisions concernant l'enfant doivent être prises dans son intérêt et dans le respect de ses droits. Sont pris en considération, outre les besoins moraux, intellectuels, affectifs et physiques de l'enfant, son âge, sa santé, son caractère, son milieu familial et les autres aspects de sa situation.

Art. 611 Les père et mère ne peuvent sans motifs graves faire obstacle aux relations personnelles de l'enfant avec ses grands-parents. À défaut d'accord entre les parties, les modalités de ces relations sont réglées par le Tribunal.

[16] Ainsi donc, ce sont les intérêts de l'enfant dont le Tribunal doit tenir compte dans son analyse. L'article 611 C.c.Q. édicte une présomption à l'effet qu'il est dans l'intérêt de l'enfant qu'il maintienne des relations avec ses grands-parents.

[17] À cet égard, le législateur a prévu que ce n'est que pour des motifs graves que cette relation entre les grands-parents et les petits-enfants peut être interrompue.

[18] Il apparaît de la preuve que la demanderesse et la défenderesse vivent une situation conflictuelle se rapportant à des valeurs d'éducation.

[19] Toutefois, la défenderesse s'est montrée ouverte pour permettre à son enfant de maintenir une relation personnelle avec ses grands-parents.

[20] Le professeur Goubau, dans son excellente étude portant la relation grands-parents et petits-enfants¹, écrit que ce n'est pas tant l'existence d'un conflit entre les parents qui importe d'analyser la portée de l'article 611 C.c.Q., mais l'impact actuel ou potentiel de celui-ci sur l'enfant.

[21] Ainsi écrit-il:

« On peut, en effet, présumer que dans la presque totalité des dossiers où les grands-parents sont obligés de s'adresser aux tribunaux, c'est qu'il y a un très important conflit et une dégradation considérable des relations. Dans ces cas, le critère doit être la démonstration de l'effet néfaste réel de ce conflit sur l'enfant. La seule crainte de l'impact négatif de la détérioration des relations ne suffit pas pour faire obstacle à la demande des grands-parents. Par contre, les tribunaux considèrent comme un motif grave le fait que l'enfant soit, malgré lui, impliqué directement dans le conflit, par exemple en se voyant obligé de prendre position pour l'une ou l'autre des parties. »

[22] Voici comment s'exprime le professeur Goubau à la page 78 :

¹ *Développements récents en droit familial*, [2001], Vol. 158, pp. 67 et suivantes.

« Le comportement d'un grand-parent peut constituer en soi un motif suffisant de refus lorsque ce comportement a une incidence néfaste sur l'enfant ou que l'on peut craindre qu'il en sera ainsi. Encore faut-il qu'il ne s'agisse pas de craintes purement subjectives de la part des parents car c'est précisément dans des situations de tension et donc, dans une certaine mesure, de suspicion (souvent générée par une séparation ou un divorce) que l'article 611 C.c.Q. trouve sa réelle utilité. »

[23] Le fils des défendeurs a manifesté clairement son intérêt à maintenir une relation avec ses grands-parents. Toutefois, il désire que cette relation soit d'une fin de semaine par mois, mais sous réserve que lui détermine la fin de semaine en question, étant donné ses activités personnelles et ses obligations. Le jeune homme étudie à l'extérieur pendant la semaine et désire, à son âge, vivre des activités qui lui sont propres.

[24] Dans les circonstances du dossier, il y a lieu de revenir à ce dont parle l'article 611 C.c.Q., soit de relations personnelles et non pas de droits d'accès ou de visite et de sortie de la part des grands-parents.

[25] Conformément aux pouvoirs que l'article 611 C.c.Q. accorde au Tribunal, les modalités de ces relations sont fixées par la Cour, à défaut d'accord entre les parties.

[26] **PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[27] **ACCUEILLE** partiellement la requête de la demanderesse;

[28] **RECONNAÎT** à la demanderesse et à son conjoint le droit au maintien des relations personnelles avec D..., l'enfant des défendeurs;

[29] **DÉCLARE** que les défendeurs ne disposent pas de motifs graves pour faire obstacle aux dites relations;

[30] **ACCORDE** à la demanderesse et à son conjoint des droits de sortie à l'enfant D... selon les modalités suivantes :

- une fin de semaine complète par mois, du vendredi 18 h au dimanche 19 h, en prenant en considération le désir de l'enfant D...;
- quelques jours durant la période des Fêtes ne dépassant pas quatre jours, selon le désir de D...;
- quelques jours à être pris durant la période estivale, les parties devant s'entendre sur ces journées en tenant compte des activités de D..., de son désir et de sa vie familiale;
- à tout autre moment que les parties pourront convenir pour tenir compte de circonstances particulières;

[31] **LE TOUT**, sans frais, vu la nature du litige.

MICHEL RICHARD, J.C.S.

Me Hélène Doucet
Procureure de la demanderesse

Me Robert Isabelle
Procureur de la défenderesse L... P...

Me Daniel Landry
Lavigne Landry Boisvert
Procureur de l'enfant

Date d'audience : 18 janvier 2006